



## Situation Sécuritaire

La région de l'Extrême Nord est toujours en alerte particulièrement dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari frontaliers avec le Nigéria. La zone a connu un net recul d'attaques kamikazes à cause de la ceinture de sécurité mise en place par les forces camerounaises et les comités de vigilance. Les éléments de Boko Haram ont changé de mode opératoire en posant des mines sur les axes frontaliers. Au cours de la semaine, deux incursions de Boko Haram pour se ravitailler en vivres dans le département du Mayo-Sava ont occasionné la mort de 5 civils dont 4 dans l'arrondissement de Kolofata et 01 à Bonderi. Des boutiques ont été pillées et une importante quantité de denrées alimentaires emportée.

La sécurisation d'une partie de cette zone de l'Extrême-Nord permet aux humanitaires d'élargir leur zone d'intervention pour accéder aux bénéficiaires dans les départements du Mayo-Tsanaga jusqu'à Koza, Mozogo et Moskota; au Mayo-Sava à Mémé, Mora, Tokomberé et Kolofata; dans le Logone et Chari à Kousseri, Afadé et Makari.

## Monitoring de protection

Comparativement à la situation de protection de la semaine dernière au cours de laquelle 32 incidents de protection avaient été identifiés, la semaine sous-revue a permis d'en détecter 31. Le département de Mayo Tsanaga est le plus affecté avec 18 cas (58%), suivi de Mayo Sava avec 10 cas (32%) et Logone et Chari avec 3 cas (10%). Les violations les plus fréquentes concernent le droit à la vie et à l'intégrité physique avec 12 cas (39%), les violations du droit à la propriété avec 8 cas (26%), les violations du droit à la liberté avec 5 cas (16%), suivi des violences sexuelles avec 4 cas (13%) et la violation du droit à l'unité familiale avec 2 cas (3%).

## Visites d'évaluation dans les zones PDI

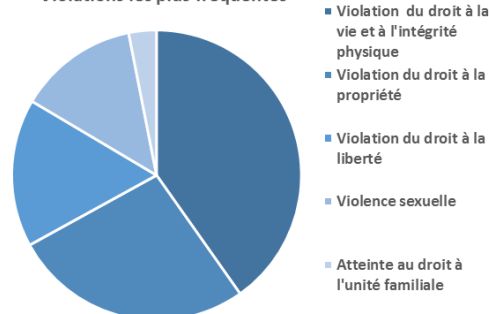
Des missions de monitoring de protection ont été organisées dans deux localités du Mayo Tsanaga: Koza et à Mozogo, le 23 juin 2016. L'équipe de monitoring a rencontré les sous-préfets des deux arrondissements et le Maire de la commune de Mozogo. Un total de 8 513 personnes vivent dans les familles d'accueil (le chiffre de la population de Koza est de 185 000 habitants selon les autorités). Les personnes déplacées internes ont accès à l'eau potable et à l'éducation mais les soins médicaux sont payants ce qui constitue un gap en termes de réponse.

## Activités de sensibilisation

Dans le département du Mayo Sava, des sessions de sensibilisation de masse des populations d'accueil et des personnes déplacées ont été organisées sur les thèmes: la protection de l'enfant, les violences basées sur le genre, le mariage précoce et les mécanismes de protection communautaires à l'intention de 351 personnes.

Dans le département du Mayo Tsanaga, du 17-23 juin, 3 sensibilisations ont été menées sur le thème: «Protection, Protection de l'enfance et les services disponibles sur les sites de Mbikem, Ouro, Tada (Mokolo) et Yélé (Mogode) pour 128 personnes.

Violations les plus fréquentes



### **Gaps :**

**Services médicaux:** Les populations PDI n'ont pas accès aux soins médicaux car la majorité manque de moyens financiers. Tous les centres de santé ne sont pas fonctionnels et ceux qui le sont n'ont pas suffisamment de médicaments.

**Services sociaux de base:** A Kolofata, les PDI n'ont pas tous accès à l'eau potable et l'éducation est restée inaccessible pendant plus d'un an. Des recommandations ont été faites pour la création des écoles temporaires. Les distributions de vivres et de NFIs ne couvrent pas totalement les localités d'accueil des PDI. Il est recommandé que le secteur sécurité alimentaire tienne compte des chiffres de PDI mis à jour (plus de 200,000 à la fin du mois de mai 2016).

En outre, une sensibilisation de porte à porte ainsi que des visites à domicile ont été organisées en faveur de familles de personnes vulnérables; 98 personnes dont 12 hommes, 19 garçons, 41 femmes et 26 filles ont été visitées. Les problèmes majeurs soulevés par les PDI pendant les activités de sensibilisation sont: la scolarisation des enfants; l'obtention/renouvellement des documents personnels; l'accès aux soins de santé; l'accès aux vivres; l'accès à des terres cultivables; l'accès à un abri décent; les fraudes au niveau de la distribution des vivres.

### **Contacts:**

Roseline Okoro, Deputy Representative (Protection), UNHCR Cameroun, [okoro@unhcr.org](mailto:okoro@unhcr.org)  
Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer, [ardisson@unhcr.org](mailto:ardisson@unhcr.org)